



APPEL de la réunion nationale des délégués des comités de résistance et de reconquête du 23 juin 2018 – Paris

Quelques mois après l'élection d'Emmanuel Macron, cent vingt-deux militants politiques, élus, syndicalistes ouvriers et paysans d'origines diverses décidaient de constituer le Comité national de résistance et de reconquête des acquis de 1936 et 1945 (CNRR).

Aujourd'hui, plus de trois cents délégués des comités locaux constitués dans le pays sont de nouveau rassemblés pour discuter de la situation inédite dans laquelle nous entrons et des initiatives à prendre.

Depuis son élection, Macron a entrepris de réaligner les objectifs formulés par Denis Kessler, vice-président du Medef en 2007 : « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance.* »

Macron a résumé son programme : « *Il faut mettre fin à la société des statuts.* »

Dans quel objectif, sinon pour aller vers une société d'individus sans droits, ubérisés et livrés à eux-mêmes ?

Cette politique est mise en œuvre par tous les

gouvernements de l'Union européenne. L'UE est en voie de dislocation, ce que révèle crûment la question des réfugiés.

Démocratie communale, services publics, Sécurité sociale, droit aux études... tous les fondements de la République sont menacés. Les libertés fondamentales, l'égalité des droits et la laïcité sont remises en cause. Le gouvernement veut contraindre les syndicats à de pseudo-négociations aboutissant à leur intégration. Dans le même temps, les attaques contre les militants syndicaux et les jeunes qui résistent sur les revendications se multiplient.

Après les ordonnances contre les cheminots, le gouvernement annonce maintenant une « réforme » des retraites, conquête emblématique des acquis de 1945.

La multiplication des grèves, notamment à l'échelle locale, exprime la résistance et la combativité des travailleurs et de la jeunesse.

De même, les cheminots se sont massivement mobilisés pour le retrait du pacte ferroviaire et la défense du statut.

Et en même temps, l'expérience de la toute dernière période ne pose-t-elle pas plusieurs questions ?

– Par exemple, les fonctionnaires se sont mis en grève à quatre reprises. Mais la multiplication de journées d'action peut-elle faire céder le gouvernement ?

– La « négociation » voulue par le gouvernement avec les syndicats sur la convention collective du ferroviaire ne vise-t-elle pas en réalité à entériner la liquidation du statut ?

– Peut-on faire barrage à ce que prépare Macron sur les retraites sans dire non à la retraite par points ?

– La reconstitution d'une union de la gauche, voulue par certains, est-elle une solution pour s'opposer à Macron ? Peut-on renouer avec ces partis qui ont contribué en alternance avec la droite à remettre en cause

tous les acquis ? Ces partis ont été « déga-gés », avec raison, lors des dernières élections. Mais ce rejet ne règle pas par lui-même l'expression nécessaire, au plan politique, des intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Une large discussion a lieu avec les milliers de militants qui veulent résister à Macron et qui veulent défendre et organiser la reconquête des acquis de 1936 et 1945. Cette discussion est engagée dans les comités dans lesquels se regroupent les militants ouvriers, syndicalistes, élus aux appartenances et aux parcours divers mais qui entendent contribuer à cette discussion.

Ce travail de résistance et de reconquête face au basculement de société qu'organise Macron est une question politique essentielle. Elle exige d'élargir et de renforcer les comités comme cadre de discussion et d'action commune.

C'est pourquoi les délégués réunis ce 23 juin appellent l'ensemble des comités à préparer une conférence de milliers de militants à l'automne pour rassembler une large force.

Nous appelons les membres de comités et tous ceux qui veulent résister et bloquer les plans de Macron à préparer ce rassemblement, à s'y inscrire et à y participer.

<http://www.cnrr2018.sitew.fr>